Année XXI. N° 564 — 14 mai 1921.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Code pénal fédéral

Voici ce que nous lisons dans la presse :

Le Conseil fédéral a élaboré un projet de loi fédérale abrogeant certains articles du code pénal fédéral de 1853 et les remplaçant par un certain nombre d'articles visant la répression des crimes et des délits contre l'ordre constitutionnel et la sûreté intérieure de l'Etat.

En résumé, les nouveaux articles punissent de la réclusion ou de l'emprisonnement suivant les cas :

1° celui qui entreprend par des moyens illégaux et en particulier par l'usage ou la menace d'user de la violence contre les personnes ou les propriétés, de modifier la Constitution, de renverser les autorités politiques, d'usurper les pouvoirs de l'autorité régulière ;

2° celui qui participe à un attroupement ayant pour but d'empêcher une autorité ou un fonctionnaire d'accomplir sa mission, ou d'empêcher l'exécution d'une loi, ou de maltraiter un fonctionnaire, ou de faire évader une personne détenue ;

3° celui qui personnellement contraint une autorité ou un fonctionnaire à ne pas faire un acte rentrant dans ses fonctions, ou qui empêche l'exécution d'une loi, ou maltraite un fonctionnaire, ou fait évader une personne détenue ;

4° celui qui cherche à influer sur le résultat d'une élection en enlevant ou en falsifiant des bulletins véritables, ou en ajoutant des bulletins faux, ou celui qui cherche à influencer des citoyens électeurs par dons, promesses ou menaces, ou celui qui accepte des dons, ou celui qui participe à l'élection sans en avoir le droit ;

5° celui qui publiquement, en Suisse ou à l'étranger, par la parole, l'écriture ou l'image, provoque à troubler l'ordre public ou la sûreté intérieure de la Confédération Suisse ou des Cantons, ou fait l'apologie de tels actes ;

6° celui qui provoque publiquement à la désobéissance à un ordre militaire, à la violation des devoirs de service, au refus de servir ou à la désertion, ou qui incite une personne astreinte au service à de tels actes ;

7° celui qui entre dans un groupement dont l'objet ou l'activité tend à miner la discipline militaire, celui qui provoque à la formation de tels groupements ou se conforme à leurs instructions ;

8° celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient en temps de service actif aux ordres généraux ou aux ordonnances portées à la connaissance du public, que le Conseil fédéral, le Département militaire fédéral, un commissaire fédéral, un gouvernement cantonal ou une autorité militaire cantonale, ou une autre autorité militaire compétente aura émis pour la sauvegarde des intérêts militaires ou de la neutratité, ou en faisant usage de ses pouvoirs de police (dans ce cas, la peine est la prison ou l'amende) ;

9° celui qui prend part à un attroupement au cours duquel des violences ont été commises collectivement contre des personnes ou des propriétés.

Le projet prévoit que certaines de ces infractions, telles que la haute trahison, sont jugées par les Assises fédérales, d'autres par la Cour pénale fédérale ou les tribunaux cantonaux, et celles qui ont trait à des questions d'ordre militaire, par les tribunaux militaires.

Que penser de tout cela ? Notre bourgeoisie a peur et cherche à élargir la notion de moyens illégaux. Sous peu, il ne restera plus d'autre moyen légal que le bulletin de vote, les libres citoyens n'auront d'autre droit que de voter et laisser faire... les élus !

Frapper « la menace d'user de la violence » peut conduire loin, car cette menace est implicitement enfermée dans la simple affirmation d'en avoir assez du régime capitaliste !

Toute manifestation populaire de protestation contre une mesure législative quelconque, un relèvement du tarif douanier, une expulsiou, extradition ou condamnation inique pourra être considérée comme ayant pour but d'empêcher l'exécution d'une loi. En effet, sans ce but, la manifestation devient tout à fait vaine et incompréhensible.

Défense ensuite d'exprimer sa pensée par la parole, l'écriture ou l'image, si nos maîtres y voient une provocation à troubler l'ordre public ou la sûreté intérieure ! Mais quelle pire provocation anx troubles que le fait de jeter sur le pavé des milliers de travailleurs ? Parions pourtant que cela est considéré comme propre à raffermir et non troubler l'ordre ! Par contre, un simple exposé d'opinions ou une constatation de faits peuvent facilement être transformés en provocations.

La propagande antimilitariste a été de tout temps fort condamnée par tous les gouvernements, et elle l'est plus que jamais depuis la « guerre du droit », qui devait pourtant marquer la fin du militarisme. Aussi défense de désapprouver n'importe quel ordre militaire, de lui résister ou simplement de le négliger.

Enfin, le simple fait de s'être trouvé au milieu d'une foule qui a pu commettre *collectivement* des violences contre les personnes ou les propriétés sera punissable. Plus besoin d'établir la participation *personnelle* à un acte considéré délictueux ; il sera loisible de poursuivre au nom d'une responsabilité collective indéterminée. Et tout cela sera le digne couronnement d'une pratique six fois séculaire de la liberté.

Nous n'avons rien dit au sujet des délits électoraux et pour cause ! Il ne nous viendra jamais à l'idée d'en commettre, car il y a vraiment délit à retourner encore au vomissement des urnes !

* * *

Maintenant une remarque. Après la condamnation unanime que nous avons entendu prononcer contre l'instruction secrète, telle qu'elle est prévue par le code pénal fédéral, nous nous attendious, avec les dispositions ci-dessus, à voir proposer sa suppression. Mais il n'en est rien, bien que le barreau de Genève l'ait unanimement réclamée il y a vingt ans et que M. Maunoir l'ait demandée aussi dans son rapport au Conseil National sur la gestion du Département de justice.

C'est donc aux *prévenus* éventuels d'agir en conséquence. Pour ma part, je prends l'engagement formel, si je suis poursuivi à nouveau en vertu du code pénal fédéral, de m'enfermer dans un mutisme complet à toute question du juge d'instruction. La raison en sera bien simple : l'instruction gardant le secret vis-à-vis du prévenu, celui-ci est fondé à garder le même secret vis-à-vis de l'instruction. Et je suis bien sûr qu'il n'y aura ni insultes, ni menaces, ni cachot, ni autres tortures pour me faire départir de cette décision. C'est une attitude qui me paraît la seule logique à conseiller aussi à tous les camarades.

L. B.

Je suis bien entendu l'homme le plus inoffensif du monde. Mais je pense parfois, avec angoisse, qu'il aurait suffi de tuer une douzaine de personnes en Europe pour que la guerre n'ait pas eu lieu.

Professeur CHARLES RICHET, Président du Congrès national français de la Paix.

L'ESPOIR EST-IL PERMIS ?

L'espoir est-il pesmis ? Cette question ne devrait pas se poser entre camarades, et pourtant, même dans les milieux avancés, il n'est pas rare d'entendre un langage sceptique, et je crois bien que c'est là le mal dont nous souffrons le plus. Sans doute, tous s'accordent à condamner le monde bourgeois, avec ses turpitudes, ses iniquités, ses infamies ; tous reconnaissent la nécessité d'une révolution, mais l'espoir est-il permis de la voir se réaliser sous peu ?

Le grand service, rendu à l'humanité entière par la révolution russe d'abord, celle des empires centraux ensuite, a été — à part le résultat matériel de l'écroulement de trois empires parmi les plus puissants du monde — d'avoir réveillé un peu partout dans les masses l'espoir en des mouvements insurrectionnels que cinquante ans de propagande électorale ne faisaient plus considérer comme probables ni même possibles. Ces masses en voyant s'effondrer lamentablement les pouvoirs les plus forts se dirent qu'il pouvait en être de même partout et furent remuées par un enthousiasme qui paraissait en avoir changé la mentalite. Il fut loisible alors de constater quelle force représente un grand espoir au sein de la foule.

Les politiciens qni, eux, ne redoutent rien tant qu'une révolution, manœuvrèrent alors savamment. Ils semblèrent se rallier à l'esprit nouveau, lui firent quelques concessions du bout des lèvres, crainte de rester isolés, mais recommandèrent surtout de continuer à s'organiser et à se préparer, en renvoyant toute action à plus tard. Et il arriva ce qui devait arriver. Dans l'attente fataliste d'événements qui ne se sont pas produits ou dont les premières manifestations ont été considérées comme prématurées, si bien que les *chefs* conseillaient de ne pas les développer, intensifier et étendre, l'enthousiasme des masses diminua peu à peu, leur élan se brisa, l'espoir entrevu un instant parut à nouveau chimérique, et alors la réaction toujours aux aguets se déchaîna.

L'Italie nous offre en ce moment l'exemple le plus frappant de ce que je viens de dire. Jamais le nombre des électeurs et des élus socialistes n'y a été si grand, jamais les syndicats n'y ont été plns nombreux, et cela n'a pas empêché le déchaînement d'une réaction féroce. Imprimeries, bibliothèques, chambres de travail, coopératives, maisons du peuple, locaux et mobilier de sections syndicales et politiques d'ouvriers et paysans sont mises à sac et à feu. Les malheureux qui résistent ou tout simplement n'arrivent pas à s'enfuir à temps sont blessés ou tués.

A remarquer un fait nouveau et qui vient confirmer toutes nos prévisions. Ce n'est pas la première fois que la ploutocratie recrute des assommeurs en dehors de la police régulière pour mater les travailleurs. Mais ceux-ci n'étaient frappés que lorsqu'ils se trouvaient en grève ou en état de révolte. Or, dans la péninsule l'attaque a été aussi dirigée contre les autorités communales et provinciales socialistes, légalement élues et en fonctions. Maires, assesseurs, conseillers ont été obligés de démissionner à la suite de menaces, suivies d'invasions et incendies de maisons communales et hôtels de ville. Et non seulement des secrétaires ouvriers et des propagandistes socialistes, mais des élus aux charges publiques ont dû qnitter leur domicile pour aller demeurer en d'autres villes ou villages, sur l'injonction de *bravi* au service des potentats du capital. Et le gouvernement laisse faire ; la force publique appuie même ce terrorisme privé au lieu de le réprimer. Pour finir, la presse bien pensante approuve.

Comment ce même peuple italien si fort, il y a un an à peine, est-il aujourd'hui à la merci du banditisme le plus odieux ? Est-il moius cons-

cient, moins organisé, moins capable, moins fort ? Sans doute quelques milliers d'individus sont en prison, mais cela ne devrait pas compter beaucoup dans un pays de quarante millions d'habitants.

Non, cette faiblesse évidemment est due surtout au fait que l'espoir est venu à manquer. L'espoir ! un impondérable pourtant ! Oui, mais un facteur essentiel en même temps.

Les cotisations versées aux différentes caisses syndicales et de parti se sont accrues, les coopératives ont fait plus d'affaires que jamais, les journaux ont augmenté de nombre et de tirage, les victoires électorales ne se comptent plus. Résultat, faute d'espoir dans la masse : une faiblesse et une impuissance inouïes.

Nous n'avons jamais été des flatteurs de la masse, mais il est évident qu'à moins de compter malgré tout sur son appui et ses capacités, nous nous sentons désarmés et impuissants nous-mêmes, réduits à chercher des accommodements non pas avec le ciel, mais avec... l'économie capitaliste.

Nous ne pouvons donc qu'espérer en la masse et lui donner espoir en elle-même. Ceux qui la déclarent à l'avance incapable de faire ses affaires, qui veulent — au rebours du principe dont ils se targuent que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes — lui imposer une dictature aussi bien réformiste que révolutionnaire ; ceux-là desservent le monde du travail.

Toute action présuppose l'espoir de pouvoir l'entreprendre, la poursuivre, la faire aboutir.

Eh bien, cet espoir est-il permis ?

Trois questions de force, de capacité et de possibilité se posent ainsi.

• • •

Sommes-nous assez forts ? Le peuple, même désarmé, est fort par sa masse. Ce qui ne veut pas dire que les armes sont inutiles. Comme il n'y a jamais unanimité, même dans les circonstances les plus favorables, il est possible à une minorité armée de terroriser la grande majorité, pacifiste à tout prix. C'est ce qui se passe actuellement en Italie et si cela peut faire tomber les dernières illusions sur la possibilité d'une solution « excluant toute violence », nous pourrons répéter qu'à quelque chose malheur est bon.

Une cinquantaine d'individus, si on les laisse faire, suffisent à imposer leurs volontés à une province de cinq cent mille habitants. Il est quelque peu ridicule d'affirmer, comme le faisait encore dernièrement un quotidien socialiste, que « la violence est réactionnaire, c'est une méthode de sauvages ». Rien de plus vrai, mais faut-il subir sans autre la réaction et la sauvagerie ? Personne n'a jamais conseillé de laisser des armes aux fous furieux et de ne pas mettre ceux-ci hors d'état de nuire. Le peuple n'a pas à désarmer, son armement étant à peu près nul, mais doit désarmer oppresseurs et exploiteurs. Ce sont ces violents qu'il faut mettre dans l'impossibilité de continuer à l'être.

Désarmer entièrement la bourgeoisie et son gouvernement, voilà le problème de force de la révolution. En Russie, sans les secours venus du dehors à la réaction, c'eût été chose assez rapidement faite. Rappelons qu'il n'y a pas cinq ans le tzarisme paraissait invincible et bien plus formidable que les pouvoirs auxquels nous sommes soumis. Son écroulement ne s'en est pas moins produit, et, notons-le, sans besoin de grandes organisations centralisées.

Tous les pouvoirs capitalistes sont surtout forts des forces que nous leur prêtons. Que celles-ci viennent à leur manquer et du coup nous serons en mesure de les renverser. Il suffira alors d'avoir de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, selon le mot de Danton.

• • •

Mais sommes-nous assez capables pour remplacer la bonrgeoisie dans toutes les formes de gestion économique ?

Quelques constatations suffiront à répondre pour nous.

Tout d'abord, c'est déjà la masse ouvrière et paysanne avant tout et surtout qui assure avec ses multiples activités le fonctionnement de toute la vie. Admettons que dans quelques branches de la production le concours de certains techniciens bourgeois nous soit indispensable. Mais si ceux-ci, sans aucune contrainte particulière, par le fait même de l'expropriation, se voient dans l'obligation de travailler pour vivre, leur concours nous est tout naturellement assuré. Les pauures en somme ont beaucoup moins besoin des riches que les riches ont bssoin des pauvres. L'ensemble des capacités et des connaissances pratiques du monde du travail est infiniment supérieur à celui du monde de la finance.

Nous pouvons aussi prévoir une crise, mais elle ne sera pas de bien longue durée. D'autant plus que le problème économique, sans vouloir en cacher la gravité, ne présente pas au début des difficultés insurmontables, comme d'aucuns se plaisent à le laisser croire.

Nous nous servirons tout d'abord de la même organisation économique bourgeoise, mais au lieu d'en remettre les produits à quelques maîtres, nous les garderons au profit et à la disposition de tous.

Bien entendu, cette organisation sera à transformer de fond en comble, mais en attendant que l'expérience, les nouveaux moyens et les besoins mêmes nous permettent de le faire, nous pourrons en tirer toujours autant sinon plus que par le passé et assurer d'emblée une plus équitable répartition.

Il est ridicule, d'ailleurs, de poser la question de « couscience » comme le font d'aucuns.

— Soit, votre chambardement a eu lieu. Mais allez ensuite faire un monde nouveau avec une foule d'inconscients !

Faut-il donc une conscience bien spéciale pour faire un travail dans de meilleures conditions et avec plus d'avantages ? Faut-il une conscience extraordinaire pour manger au lieu de jeuner, pour vivre dans l'aisance et non plus dans le dénûment ? Serait-ce si difficile de s'habituer à une existence moins dure ?

• • •

Laissons là ces questions de force et de capacité et arrivons à celle de possibilité.

D'aucuns raisonnent comme si vraiment le capitalisme était la dernière forme d'organisation sociale possible. Rien à faire pour la changer ! Il est pourtant permis d'être d'un autre avis. Le capitalisme nous a valu la guerre, il nous vaut même à présent une crise absurde de chômage. Et il ne resterait malgré tout qu'à le conserver précieusement, afin d'assister encore au massacre de millions d'hommes ou d'en voir d'autres millions auxquels est faite tout à coup la défense insensée de travailler ?

Pour tout homme de cœur et tout esprit raisonnable cela doit changer, autant dire que le changement, un grand changement est possible. Et ces grands changements dans l'histoire s'appellent révolutions. Peut-être, ne seront-ils pas aussi rapides qne nous le voudrions, comme ne l'ont pas été non plus, d'ailleurs, ceux du régime capitaliste. Entre le monde bourgeois du commencement du XIX^e^ siècle et celui du XX^e^ la différence est énorme, et le monde communiste ne se réalisera aussi dans sa plénitude qu'à la faveur d'une évolution plus ou moins longue.

Mais cette nouvelle évolution ne pourra commencer que si une révolution lui ouvre la voie. Chaque régime, aussi longtemps qu'il n'est pas violemment supplanté, ne fait que se reproduire toujours à peu de différence près. Réaliser la révolution, voilà donc la première besogne à accomplir.

• • •

Pour toutes les raisons que je viens d'exposer, l'espoir, le plus grand, le plus beau et le plus noble espoir, celui de l'émancipation humaine, est donc permis.

Nous savons combien notre vie quotidienne est déprimante, combien les difficultés qui l'accompagnent peuvent nous détourner ou décourager, mais il faut toujours se ressaisir et espérer quand même.

Comment ne pas espérer, lorsque nous constatons que l'espoir est une force réelle, aussi réelle que la connaissance ? En effet, à quoi bon la connaissance du mal si vous n'espérez pas pouvoir le guérir, même celle du remède, si vous n'espérez pas pouvoir l'appliquer ? Entretenons en nous et dans la masse l'espoir dans la force, la capacité et l'avenir du travail.

Rappelons-nous cette occupation des usines en Italie par un demi-million d'ouvriers. Les difficultés qu'ils rencontrèrent d'argent, de vente, d'échanges, d'approvisionnement en charbon et matières premières tenaient surtout au fait que le mouvement ne s'étendit pas à toutes les branches de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et des transports. Ces difficultés ne prouvèrent qu'un fait : l'impossibilité d'un sérieux changement partiel : le changement sera total ou ne sera pas. C'est là une fois de plus la condamnation du réformisme.

Que le passé soit bien mort pour nous. Nous ne pouvons plus espérer en ses institutions, qui ont déjà amené l'humanité aux pires catastrophes et n'offrent toujours pas de garantie de paix et de prospérité.

C'est à un monde nouveau que nous avons à demander la sécurité et le bien-être. Faisons le vide autour des puissances mauvaises sous lesquelles nous plions encore, et elles ne tarderont pas à s'affaiblir dans l'isolement. Le groupement spontané de toutes nos forces pourra alors les abattre, si nous avons l'immense espoir d'une vie renouvelée par le travail, l'art et la science de tous les peuples, communiant dans un même esprit d'entr'aide et de liberté.

Conférence Dardel

Le camarade Dardel de Lausanne donnait dernièrement, à la petite salle de Plainpalais, une causerie aux jeunes communistes.

Le sujet traité d'une façon assez objective par l'orateur a toutefois suscité une manifestation assez violente de la part de nos camarades ; et bien que, particulièrement, nous eussions préféré une discussion plus courtoise et plus pondérée, nous comprenons très bien cette attitude des anarchistes, et tout en regrettant que ce soit Dardel qui en ait été pour ainsi dire le bouc émissaire nous pensons qu'il nous est aisé de démontrer la nécessité d'établir une division toujours plus nette entre les partisans du fédéralisme et ceux du centralisme autoritaire.

D'aucuns ont vu dans cette manifestation un désir de sabotage de la conférence ; d'autres plus timorés ou plus opportunistes auraient voulu que nous discutions de ces différentes tendances en petit comité, selon la formule un peu usée « laver son linge sale en famille ».

Mais la question est d'un ordre beaucoup plus élevé à notre avis et, toute personnalité mise à part, il est de toute nécessité de mettre ces deux grandes tendances en présence ; et se taire plus longtemps sur ce que nous jugeons être la vérité serait de notre part un reniement à nos principes et une lâcheté.

Le communisme libre ne pourrait avoir son épanouissement qu'en dehors de tout Etat et de tout gouvernement centralisé et omnipotent. Partisans de ce communisme basé sur la libre entente, l'entr'aide et l'organisation décentralisée des fédérations autonomes, nous ne pouvons admettre la méthode autoritaire des partisans de la dictature et de l'Etat.

Et si nos adversaires déclarent que l'Etat finirait selon leur conception par disparaître, pour arriver de plus en plus à se rapprocher de l'idéal anarchiste, nous sommes alors étonnés qu'ils mettent une telle obstination à nous considérer comme des contre-révolutionnaires.

Adversaires du quatrième Etat, comme de tous les autres, nous ne pourrons donc voir dans leur soi-disant communisme que du collectivisme ou mieux encore du capitalisme d'Etat.

L'autorité ne pouvant en aucun cas engendrer la liberté, nous sommes dès lors logiques en nous opposant de toutes nos forces à un système qui tiendrait les travailleurs dont nous sommes en état de sujétion au profit d'une classe plus ou moins privilégiée de dictateurs. Nous voulons une révolution au profit des travailleurs et où toutes les compétences puissent se manifester, ce qui est impossible sous l'autorité despotique d'un parti quel qu'il soit.

D'autre part il est un fait avéré, et prouvé par les documents les plus sérieux que nombre de nos camarades anarchistes sont enfermés dans les geôles russes pour délit d'opinion. Nous sommes en droit de réclamer pour eux ce que le président de la Ligue des Droits de l'homme réclamait pour les camarades français (procès des Trente). Nous réclamons le droit le plus sacré, c'est-à-dire le droit d'exprimer sa pensée et c'est surtout sur cette question que les anarchistes ont tenu à demander des explications, d'autant plus que la *Nouvelle Internationale* dénommait « brigands » les amis de Makhno, se servant ainsi du terme péjoratif du jargon bourgeois désignant tous les révoltés.

« L'armée rouge au service du gouvernement centralisé disperse les bandes qui menacent la sécurité publique. » Cela ressemble bien au charabia des patriotes bourgeois.

Pour toutes ces raisons et surtout pour les raisons de principes, nous estimons que toute la vérité doit être dite et qu'il serait nuisible et surtout peu loyal de feindre d'ignorer ces choses. Notre conception y gagnera en clarté et bien des erreurs pourront être évitées. L'attitude des anarchistes à l'issue de la conférence Dardel a pu paraître à certains intempestive, elle est cependant bonne dans ce sens qu'elle détruit toute équivoque. Vers le fédéralisme, vers le communisme libre, voilà notre conception. C. R.

N. d. R. Nous partageons entièrement l'opinion de notre camarade C. R. N'oublions

pas que l'anarchisme en tant que conception non seulement philosophique, mais d'action pratique dans le mouvement social, et en tant que groupement international bien distinct, est né de l'opposition au sein de la première Internationale aux idées d'Etat, de dictature et de centralisation.

La puissante critique de Bakounine se trouve aujourd'hui entièrement confirmée par les faits. Il serait vraiment étrange que par solidarité révolutionnaire nous reconnaissions avoir tort là où il est le mieux démontré que nous avions raison !

Aussi bien pour l'œuvre de démolition que pour celle de reconstruction, il faut surtout se garder d'en faire le monopole d'un parti. En effet, la première exige le déchaînement le plus complet de toutes les forces populaires : la seconde veut le concours de toutes les énergies, volontés et capacités s'expliquant partout le plus librement et promptement possible.

La grande parole de Proudhon demeure toujours vraie : « *Ce qui fait que le gouvernement est par nature immobiliste, conservateur, réfractaire à toute initiative, disons même contre-révolutionnaire, c'est qu'une révolution est chose* organique, *chose de* création, *et que le pouvoir est chose mécanique ou d'exécution.* »

Un gouvernement, par la force des choses, place au dessus de toute autre préoccupation celle de se maintenir au pouvoir. Tous les autres problèmes, y compris celui de la réalisation du programme dont il se réclame, deviennent secondaires. *Changer tout organisme social en mécanisme gouvernemental*, voilà l'œuvre de tout pouvoir d'Etat, de toute dictature, et particulièrement du bolchevisme russe. Il n'accepte les créations spontanées de la masse, soviets et coopératives, que pour les réduire à n'être plus que des mécanismes à son entière dépendance.

Nous cesserions d'être anarchistes en ne soulignant pas l'erreur fondamentale du régime dictatorial moscovite, et nous manquerions au plus élémentaire devoir de solidarité en ne réclamant pas la plus large liberté d'opinion et d'expérimentation pour nos amis de Russie.

Tous les camarades ne peuvent qu'être d'accord sur ces deux points.

Le Gouvernement des Meilleurs

Les raisons habituellement alléguées par les socialistes étatistes en faveur d'une dictature, se trouvent déjà exposées dans la Filosofia della Rivoluzione *(Londres, août 1851) et nous croyons utile de les reproduire ici pour approfondir toujours davantage le débat. Les voici :*

...L'avènement du prolétariat doit être confié à des hommes qui se séparent de l'ancienne tradition, qui ne puissent y trouver ni points d'appui, ni refuge, ni souvenirs, ni seductions. Que ce soit le règne du peuple, le gouvernement du peuple. En ce sens nous pouvons dire que le gouvernement tombe comme l'Etat. Nous n'avons plus la domination sacerdotale ou féodale, nous ne devons plus avoir la domination du riche qui défend le riche contre le peuple et qui compte sur l'imposture du prêtre et sur la force du soldat ; nous devons avoir une administration, non pas le gouvernement d'autrui sur nous, mais le gouvernement de nous-mêmes par nous-mêmes, un *self-government*, comme on dit en Angleterre, « un peuple se gouvernant ».

Un problème se présente : si le gouvernement du peuple ne doit pas être une domination, où trouvera-t-il la force de dominer la réaction des riches ? S'il est faible, il sera vaincu ; s'il veut être fort et atterrer ses ennemis, il sera donc une nouvelle domination, une imitation de l'ancien gouvernement. Il semble que l'avenir dépende de la solution de ce problème. Traduisons-le en d'autres termes : on nous demande : comment voulez-vous abattre le gouvernement des riches, si vous n'imitez pas leur mode de gouverner ? Comment voulez-vous arriver à un gouvernement du peuple si vous imitez le gouvernement des riches ? Ce qui revient à dire : vous voulez la paix et vous vous servez de la guerre, vous voulez la liberté et vous tyrannisez, vous voulez l'égalité et vous punissez. Je réponds : nous sommes ici en présence d'un dilemme éternel. Malheur à qui veut le résoudre par la métaphysique. Il faudra passer à la liberté de tous avec la liberté de tous, y compris les riches et leur clientèle, y compris le gouvernement que l'on veut abattre. Donc interdiction au gouvernement du peuple d'imiter la Convention à l'intérieur, interdiction à la France d'imiter la propagande armée de Napoléon, défense à l'Etat d'imposer l'éducation publique, une instruction déterminée, une borne aux fortunes, défense de réprimer les ligues des riches, des prêtres, des rétrogrades, mais alors reconstruction de l'ancienne société au nom de la liberté de tous, et, en fait, n'exprimait-elle pas la liberté de tous dans le système féodal et théocratique ? Non, on ne passe jamais logiquement du passé à l'avenir, du mal au bien ; non, le progrès est mouvement, il est changement, il est un devenir, il est à la fois être et ne pas être ; le progrès conduira à la paix par la guerre, à l'égalité par la domination, et contradictoire comme le reste sera le passage du gouvernement des riches au gouvernement de tous. S'il ne devait pas être contradictoire, c'est qu'il ne devrait jamais apparaître et il nous faudrait désespérer de l'humanité. Et la contradiction sera vaincue en même temps que produite par les faits ; le progrès sera positif : la nécessité de résister aux uns, de favoriser les autres, de faire triompher une idée, de mourir si elle est vaincne, formera peu à peu un gouvernement des meilleurs, qui serait un songe métaphysique si nous voulions en tracer les règles à priori, car il doit sortir des sentiments et de la vie qui se révèle mais n'est point révélée.

(*Vol. II, pages 230-32.*)

• • •

Ferrari commence donc par établir que gouvernement et Etat doivent tomber pour faire place à une administration qui « ne doit pas être le gouvernement d'autrui sur nous, mais le gouvernement de nous-mêmes par nous-mêmes ».

Or, se gouverner soi-même signifie ne plus avoir de gouvernement, c'est, en somme, réaliser l'anarchie. Mais pour en arriver là, il y aura une période transitoire pour laquelle Ferrari lui-même semble considérer comme essentielle l'œuvre d'un gouvernement. Et, selon nous, c'est là qu'est précisément l'erreur. On ne le répètera jamais assez : l'action révolutionnaire contre les riches, ou sera l'action directe du peuple, ou ne sera pas. Rien n'est plus dangereux, surtout en temps de révolution, que de compter sur nn gouvernement.

La liberté des riches de dominer, d'exploiter et même de conspirer à notre détriment est d'autant mieux supprimée que l'expropriation de leurs richesses est plus complète, car chacun mis ainsi à même de travailler pour son propre compte, personne ne voudra plus travailler pour autrui, et en même temps qué le travail cessera d'avoir besoin de se vendre, les moyens de tout acheter, bras, intelligences, forces et choses de toute nature, manqueront aux bourgeois.

Et quant à la répression des ligues des rétrogrades, quelle meilleure surveillance que celle de toute la masse ? N'est-elle pas plus complète, beaucoup plus étendue, plus armée, plus prompte et plus efficace qu'une vigilance policière quelle qu'elle soit ?

Il n'est pas difficile de comprendre que la révolution dure et se développe snrtout par l'intérêt général à la chose publique, car c'est seulement par lui que s'obtiennent toutes ces transformations et réalisations rapides qui rendent impossible le retour en arrière. Une dictature pourra promulguer autant de décrets qu'elle voudra, il s'agira toujours de le faire exécuter et à temps. Qui osera prétendre que les fonctionnaires d'un pouvoir central peuvent pourvoir aux besoins de chaque localité particulière, connaître les dangers que l'on y court, y étouffer les tentatives réactionnaires, y organiser les éléments les meilleurs, mieux que ne peuvent le faire sur place même et directement tous ceux qui se sentent révolutionnaires ?

Ferrari écrivait sous l'impression de la révolution de 1848, qui échoua en effet à cause de l'impéritie et de la ridicule tolérance des hommes au pouvoir ; mais il est bon de remarquer que s'ils se montrèrent excessivement coulants avec les conspirateurs réactionnaires, ils persécutèrent et massacrèrent au contraire férocement le peuple rebelle. Ce n'est donc pas par amour de la liberté qu'ils perdirent la révolution, mais en haine de la liberté.

Toute révolution commence par aggraver la situation qu'elle prétend améliorer ; personne n'a jamais songé à nier cette contradiction. Et c'est d'ailleurs ce qui arrive pour une simple grève : elle augmente, pendant qu'elle dure, la misère que les grévistes prétendent diminuer. Une révolution est une crise qui avant de devenir et d'apparaître salutaire est pour la société malade la cause d'un redoublement de souffrances. Voilà ce que nous avons répété pendant de longues années dans nos polémiques avec plusieurs des réformistes aujourd'hui transformés en partisans de la dictature révolutionnaire.

Mais la contradiction sera finalement vaincue. Il s'agit de savoir si elle le sera par le fait d'un gouvernement, de l'Etat, d'une dictature ou par le fait du peuple ou prolétariat. Ferrari fait allusion à un gouvernement des meilleurs, auquel on devrait arriver peu à peu, et dont il n'est pas possible de tracer à priori les règles sans s'égarer dans la métaphysique. Nos néo-communistes se proclament d'eux-mêmes « les meilleurs » ni plus ni moins et ils ont établi déjà de nombreuses règles pour leurs futurs organes de commandement. Quant à nous constatant que le mouvement historique à travers ses contradictions à fini presque toujours par nous donner un gouvernement des pires, nous avons peine à croire au gouvernement des meilleurs. A moins que Ferrari veuille simplement dire que dans toutes les branches de l'activité humaine, libérées du gouvernement politique par le gendarme, les influences prépondérantes seront exercées par les plus compétents à l'avantage de la société entière et sans possibilité de domination ou d'exploitation. Mais en ce cas, il ne s'agirait plus, à proprement parler, de gouvernants dans le sens précis de cette parole jusqu'à ce jour.

Revenant aux contradictions que Ferrari, dans toute son œuvre, excelle à faire ressortir, il sera bon de faire remarquer qu'il ne faudrait pourtant pas en faire une théorie commode pour tous ceux qui voudraient excuser les pires incohérences, les plus effrontées palinodies, ou même les plus infâmes trahisons. Le révolutionnaire est précisément l'individu qui cherche à vaincre le plus grand nombre possible de contradictions ; et la rébellion n'est pas en somme autre chose que la tentative violente de se soustraire à un régime qui contredit nos meilleures aspirations et nous empêche d'y conformer notre vie.

L'œuvre révolutionnaire se poursuit donc par la diminution et la suppression progressive des contradictions subies sous le vieux régime et au fond de toute cette œuvre de légitime défense et de propagande, à laquelle Ferrari fait allusion, nous apercevons aucune contradiction. Elle nous apparaît seulement insuffisante, et il est naturel qu'elle le soit à notre point de vue anarchiste.

Un gouvernement est toujours quelque chose de dangereux et il le devient d'autant plus qu'il cherche par anticipation à jnstifier tout ce qu'il pourra faire de bien ou de mal. Si on lui reconnaît le droit illimité de restreindre toute liberté, qui nous garantit qu'il ne s'en servira que contre les desseins malfaisants des riches et non pas contre n'importe quelle opposition, même de la part des pauvres et même pleinement justifiée. Le raisonnement de Ferrari ne fait pas un pli, quand il s'applique aux soutiens de l'ancien régime et représente une réponse anticipée et sans réplique à toutes les sottises de la presse bourgeoise contre la tyrannie bolcheviste et le reste. Nous devons cependant réfléchir que, lorsqu'il s'agit de renouveler tout un monde, il faut avant tout se garder de faire d'une telle rénovation le monopole d'un parti. Ce serait entraver les solutions au lieu de les faciliter, restreindre le mouvement au lieu de l'élargir, diminuer les forces au lieu de les accroître.

Rappelons-nous que la Révolution française s'arrêta et fut étranglée quand le peuple déserta les sections et les clubs et quand la pression continue et l'initiative directe du peuple ne se firent plus sentir. Se confier à un gouvernement, même présumé « des meilleurs », est une déviation fatale, parce que même si les quelques hommes qui le composent ont des forces et des capacités exceptionnelles, ils ne pourront les faire valoir que sous la poussée et avec la cooperation des multitudes.

A quoi rimerait, du reste, la si célèbre phrase marxiste que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, si finalement elle ne l'était én réalité que de leurs dictateurs ?

Pour conclure, même si nous prévoyons certaines inévitables contradictions, comme nous devrons en somme viser à les faire disparaître dans le plus bref délai possible, il est logique de les combattre dès maintenant parmi la

masse, afin qu'elle ne soit pas amenée à les accepter comme bienfaisantes, providentielles et répondant à nos principes mêmes, mais qu'elle se propose nettement de les extirper et en cherche dès maintenant le mode et l'occasion.

Guerre, dictature, violence, même si elles ne doivent pas cesser dès qu'éclatera la Révolution, ne peuvent être approuvées. La Révolution, à moins de se trahir soi-même, ne peut que les condamner, puisque sa raison d'être est précisément de n'avoir pu les tolérer plus longuement et d'avoir fermement voulu les supprimer à tout prix.

NOTES EN MARGE

Elections et communistes.

Nous n'attachons jamais bien grande importance aux victoires et aux défaites électorales : les unes et les autres n'ont jamais modifié de beaucoup une situation, toujours due à des facteurs autrement importants. Mais l'effondrement des communistes votards est trop complet pour ne pas être souligné.

A La Chaux-de-Fonds, ils obtiennent 84 voix, au Locle 45, dans tout le canton de Soleure 119, à Saint-Gall, comme partout ailleurs, pas un seul siège de *conquis*.

Sans doute, il est navrant de constater que dès que les socialistes cherchent à l'être tant soit peu, au lieu de se contenter d'une social-démocratie désespérément vague et ne se différenciant guère d'un quelconque réformisme bourgeois — se trouvent réduits à un nombre encore plus petit d'adhérents que ceux groupés par nous. Mais cette leçon doit ouvrir les yeux à ceux qui attribuent notre petit nombre à ce vilan mot d'*anarchie*, honni par tout le monde.

La triste vérité est que cinquante ans de propagande marxiste et scientifique ont abouti à ce beau résultat que les ouvriers *ne croient pas au socialisme, doutent de leurs forces et capacités, acceptent leur dépendance du monde capitaliste, se bornant à demander d'être un peu moins pressurés.*

La scission des communistes est venue trop tard et pour un communisme d'Etat qui répugne à tout esprit indépendant. En attendant, en fait de nouveauté, ils ne font que ramener encore et toujours les travailleurs au vomissement électoral. Il y a vraiment plus de raisons qu'il n'en faut pour aboutir à un échec retentissant.

Simple question.

Achille Grospierre a écrit dans la *Lutte syndicale* que pour vaincre la crise il fallait supprimer les dettes d'Etat. Le même journal publie une décision de l'Internationale syndicale réformiste d'Amsterdam, plaçant en tête de son programme la socialisation du sol et des moyens de production.

Nous sommes parfaitement d'accord ; mais pour cela les dirigeants des grandes organisations croient-ils pouvoir s'en tenir à l'ancienne « tactique éprouvée » des contrats collectifs et des discussions parlementaires ?

Dans leurs journaux, ils laissent nettement entendre qu'après les quelques concessions aux conceptions révolutionnaires faites à contre-cœur au lendemain de l'armistice, c'est bien à la vieille méthode qu'ils comptent revenir. Elle s'est montrée toujours si efficace en présence des crises économiques et des guerres !

Inconscience ou canaillerie ?

Un peu de bonne foi.

Les communistes, sortis du Parti, ont proposé dernièrement de créer un front unique syndical. Malheureusement, avec leurs conceptions autoritaires et centralistes, avec l'idée nettement avouée d'imposer aussitôt que possible leur dictature, ils ne peuvent que soulever de justes méfiances. Et le Parti socialiste, d'accord avec l'Union syndicale suisse, s'est empressé de rejeter cette proposition. Nous comprenons cette décison, mais pourquoi la *Sentinelle* à ce propos traite-t-elle les communistes autoritaires de bakouninistes ?

Le bakouninisme est né de l'opposition au sein de la première Internationale aux idées de communisme autoritaire, de dictature révolutionnaire, de centralisation étatiste, et représente par conséquent la condamnation la plus précise de la pensée et de la pratique du bolchevisme. Pourquoi donc mentir si effrontément, dénaturer une doctrine au point de lui faire désigner exactement le contraire ? Est-ce trop demander qu'un peu de bonne foi aux gazetiers social-démocrates ?

Aveu précieux.

En Italie, la période électorale bat son plein. Les comités socialistes travaillent et sérieusement, vous pouvez en être sûrs. Les candidats et les dirigeants ne ménagent ni leurs forces ni leur concours. Eh bien, savez-vous ce que nous lisons parmi les instructions du Comité central électoral du collège formé par les provinces de Côme et Sondrio ? Ce Comité, après avoir fait ressortir de quelle grande besogne il est accablé, rappelle que chaque localité doit compter avant tout sur elle-même, mettre en œuvre ses propres moyens et ajoute en guise de conclusion : *Chi fa da sè fa per tre.* Autrement dit : qui prend sur soi, besogne pour trois.

C'est fort bien dit, mais appliquez cela à toutes les besognes essentiellement utiles, et non seulement à la vaine besogne électorale, et il n'y aura plus de raison pour aller aux urnes, ni de place pour les comités centraux omnipotents.

Aveu précieux que celui de ces centralistes, conseillant pour quelque chose qui leur tient vraiment à cœur la méthode anarchique, oui, la méthode anarchique !

Autour du "fascismo"

L'*Avant-Garde* a publié dan son numéro du 6 courant un article sur le *Fascismo*. dont nous extrayons le passage suivant :

La bourgeoisie italienne impuissante gisait à terre et pour la relever il a fallu les traîtres du prolétariat : le syndicaliste révolutionnaire Pasella, César Rossi, syndicaliste abstentionniste, Maxime Rocca (ou *Libero Tancredi*), anarchiste individualiste, collaborateur à un grand nombre de publications anarchistes et rédacteur du *Novatore*, et Marie Rygier, la plus effrontée canaille communiste anarchiste, rédactrice de *Rompele le file*, organe de combat antimilitariste, et collaboratrice à l'*Agitatore*, communiste anarchiste, hebdomadaire qui paraît à Bologne.

En lisant cette phrase, le lecteur qui n'est pas bien renseigné sur les choses d'Italie, peut croire que Pasella, Rossi, Rocca et Rygier sont et se disent encore actuellement révolutionnaires et anarchistes. Rien de plus faux.

Tous ces personnages avaient passé à l'ennemi déjà avant 1914, et nous avons été les premiers à les démasquer. Pasella et Rossi sont des lieutenants du fameux De Ambris, le « député antiparlementaire ». Comme, en parlant de ce dernier, nous avions rappelé Briand, nons fûmes violemment attaqués par Monatte dans la *Vie Ouvrière*. On voit aujourd'hui qui avait raison.

Marie Rygier a changé continuellement d'opinion en même temps que d'amant. Nous avions d'emblée deviné et signalé son confusionnisme, mais sa propagande antimilitariste lui ayant valu plusieurs condamnations, nous étions tenus à une certaine réserve, surtout pendant ses emprisonnements. L'*Agitatore* et *Rompele le file* sont deux journaux qui ne paraissent plus depuis une dizaine d'années. Lorsque « la plus effrontée canaille communiste anarchiste » les rédigeait, elle subit de ce fait, répétons-le, plusieurs années de prison. Il serait étrange de le reprocher aussi bien à elle qu'à nous. Mais contrairement à ce qui se passe dans le Parti socialiste, nos traîtres se trouvent automatiquement chassés de nos groupes au premier geste équivoque.

Maxime Rocca a pu tromper quelques naïfs, il y a quinze ans, au début de sa carrière. Mais cela n'a pas duré. Nous avons aussitôt dénoncé son nationalisme avec une telle violence, que l'*Avvenire del Lavoratore* en rendant compte de notre congrès de Zurich en 1913 avait mis comme titre : « Les nationalistes à la lanterne ». Notre camarade Cavadini, *suicidé* dans les prisons zurichoises, lui lança au cours d'une conférence une chope à la tête. C'est dire avec quelle énergie nous nous débarrassons immédiatement des renégats.

Pourquoi ne pas avoir parlé d'*ex*-anarchistes et syndicalistes, de même qu'il est dit de Mussolini « ex-directeur de l'*Avanti!* » ?

Les lecteurs de l'*Avant-Garde* ne seraient ainsi pas tentés de croire, ce qui serait un non-sens, que les anarchistes puissent avoir quelque chose de commun avec le mouvement du *fascismo*.

Un dernier mot. Puisqu'il était question de traîtres, pourquoi n'avoir pas appelé ainsi avec beaucoup plus de justesse les mauvais bergers restés au sein du parti et des organisations pour faire avorter toute tentative révolutionnaire ? Ceux qui sont passés ouvertement à l'ennemi ne sont plus à craindre, chacun sait que penser d'eux, mais les autres représentent la trahison et le danger en permanence.

Pour les avoir tolérés trop longuement, les communistes ont leur part de responsabilité des douloureux événements qui en sont résultés.

Fusion ou confusion ?

Les journaux socialistes annoncent ainsi une nouvelle « fusion des organisations professionnelles et syndicales de Genève » :

La Ligne du personnel à traitement fixe a décidé de se transformer en Union syndicale du canton de Genève.

Cette transformation a pour but de permettre la fusion en un seul groupement de toutes les organisations professionnelles et syndicales du canton. Le nombre des adhérents dépassera dix mille.

Le conseiller national Léon Nicole sera président de cette nouvelle organisation, et Eugène Girard, employé à la C. G. T. E., en sera le secrétaire.

Rappelons qu'au Congrès de Carouge, en décembre 1919, l'Union ouvrière ayant invité la Ligue du personnel à traitement fixe à fusionner avec elle, Nicole répondit que ses syndiqués n'auraient pu en accepter les idées trop avancées à leur gré. Nul doute donc que Nicole croit le moment venu d'imposer à tout le monde les idées rétrogrades de son organisation. Il ne fait que répéter contre l'Union ouvrière le coup que celle-ci a commis contre la Fédération des syndicats ouvriers.

Nous n'en sommes pas émus outre mesure. Ce sont là manigances de politiciens sans grande portée en somme. Malgré tout contrats collectifs et élections ne pourront donner la solution de la crise que nous traversons. Il faudra chercher, essayer et vouloir autre chose.

Tout de même, ce que ces messieurs du réformisme doivent se réjouir d'être débarrassés de l'esprit révolutionnaire que les événements de Russie avaient fait renaître un peu partout et de pouvoir revenir aux petits amusements « démocratiques » et rien de plus.

Nous espérons toujours que les grandes nécessités viendront déjouer les petits calculs.

SOIRÉE du RÉVEIL

Les comptes de notre soirée du 30 avril dernier s'établissent ainsi :

Recettes : entrées, fr. 206 ; tombola, 150 ; livres et brochures, 30.90. Total, fr. 386.90.

Dépenses : salle, fr. 57.50 ; droit des pauvres, 24.95 ; piano et pianiste, 45 ; billets, 1.20. Total, fr. 128.65.

Bénéfice net, fr, 258.25, dont 41 fr. ont été versés pour couvrir le déficit laissé par les conférences organisées cet hiver et 217 fr. 25 passés au jaurnal.

En vente au RÉVEIL :

P. KROPOTKINE. La Science moderne et l'Anarchie	Fr. 3 —
— Lettre aux ouvriers occidentaux	— 05
BAKOUNINE. Œuvres, six volumes. Chaque volume séparément	2 50
— L'organisation de l'Internationale	— 05
A. LORULOT. Barbarie allemande et Barbarie universelle	2 50
H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Genève. Impr. Unions Ouvrières.